

"La fin des cachotteries de l'UE" dans Die Presse (11 octobre 2006)

Légende: Dans son édition du 11 octobre 2006, le quotidien autrichien Die Presse annonce que, dès le mois de novembre, la plupart des sessions du Conseil de l'Union européenne peuvent être suivies en direct sur Internet, notamment les délibérations sur les actes législatifs adoptés selon la procédure de codécision.

Source: Die Presse. 11.10.2006. Wien. "Das Ende der EU-Geheimniskrämerei", auteur: Böhm, Wolfgang.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_fin_des_cachotteries_de_l_ue_dans_die_presse_11_octobre_2006-fr-bf1c1556-ab6d-415d-b5a0-3a458e35379f.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

La fin des cachotteries de l'UE

Par Wolfgang Böhm

BRUXELLES/VIENNE. La pratique contestée des rencontres secrètes de l'UE touche à sa fin. Lorsque les 25 membres de tous les États de l'UE prendront désormais des décisions communes à Bruxelles, ils seront observés par l'opinion publique. À partir du mois de novembre, chaque citoyen de l'UE aura la possibilité de suivre en direct, *live*, sur Internet la plupart des réunions du Conseil de ministres de l'UE.

La nouvelle réglementation est due à une initiative de la présidence autrichienne. L'UE se défend ainsi contre son image nullement flatteuse d'organisation peu transparente.

Certes, il y a déjà eu par le passé quelques réunions publiques, mais dès que cela devenait intéressant, les caméras étaient coupées. Désormais, les équipes de télévision pourront filmer aussi les scènes les plus délicates des délibérations. En outre, après la réunion, le site du Conseil de l'UE précisera méticuleusement comment chaque ministre a voté. Ainsi, un ministre des Finances qui aura voté à Bruxelles en faveur d'une augmentation de la taxe sur le tabac, ne pourra plus faire croire à Vienne qu'il n'a rien à voir là-dedans.

Le directeur général responsable au sein du Conseil, Hans Brunmayr, se félicite de ce «grand pas» vers plus de transparence, qui a permis au Conseil, auquel on reprochait toujours jusqu'ici son manque de transparence, «de se mettre sur un pied d'égalité avec le Parlement européen qui siège en public». Le haut fonctionnaire responsable de la presse, de la communication et du protocole compte mener à bien tous les travaux techniques d'ici trois semaines.

Pour l'instant, on se contente d'un essai. Mais à partir du 1^{er} novembre, chaque réunion du Conseil, dans le cadre de la «procédure de codécision», sera retransmise en 20 langues. Dans cette procédure, le Conseil aussi bien que le Parlement de l'UE délibèrent sur de nouvelles réglementations communautaires. Cela concerne la très grande majorité de toutes les décisions de l'UE. Dans les domaines où le Conseil décide seul, sans le Parlement, comme c'est le cas pour les questions de sécurité externe et interne, il pourra toujours y avoir des réunions secrètes. Dans ses entretiens avec la «presse», Brunmayr se montre toutefois convaincu que la plupart de ces réunions seront, elles aussi, publiques. En effet, sur proposition de la présidence, toutes les séances pourront être retransmises en direct. Elles ne resteront secrètes que si la majorité des ministres vote contre leur publicité.

Les sommets resteront toutefois soustraits à notre vue

Désormais, seuls délibéreront encore à huis clos les ambassadeurs de l'UE – qui préparent de nombreuses décisions ministérielles – et les chefs de gouvernement de l'UE. Il est vrai qu'aucune décision législative n'est prise lors des sommets de l'UE, mais on y discute de questions fondamentales, qui seraient également intéressantes pour le grand public.

Tandis que l'Autriche et les États membres nordiques insistaient sur l'ouverture de la plupart des réunions ministérielles, la Grande-Bretagne s'est longtemps fermée à tant de transparence. Londres craignait qu'il ne soit plus possible de négocier des compromis politiques. «Dès que les caméras vont ronronner, les ministres ne penseront plus qu'à leurs spectateurs restés à la maison», a affirmé un diplomate.